



CHRONIQUE

Mathieu Bock-Côté

Vers un vivre-ensemble autoritaire ?

On apprenait cette semaine qu'une note des renseignements territoriaux s'inquiète de la montée en puissance des salafistes chez les musulmans de France. Ces derniers étendraient leur pouvoir dans les mosquées et auraient notamment une emprise sur la jeunesse. De la même manière, les dernières semaines obligent les aveuglés de jadis à sortir du déni à propos de l'antisémitisme qui progresse en France, qui ne doit rien aux vieux grimoires d'Édouard Drumont et a tout à voir avec les pathologies spécifiques de la civilisation arabo-musulmane. On ne parle pas sans raison d'un antisémitisme d'importation. La modification en profondeur du substrat démographique du peuple français entraîne naturellement celle des mœurs dominantes au cœur de la société. Aucun pays ne saurait être indifférent à la population qui le compose. Les vagues migratoires n'étant pas à la veille d'arrêter, il n'y a aucune raison de croire que les choses changeront.

Le pouvoir, qui connaît un réveil tardif, s'avoue inquiet. Du salafisme, il se méfie : pourquoi les musulmans n'adopteraient-ils pas un islam dit « modéré », autrement nommé « républicain » ? Pourquoi les musulmans n'adapteraient-ils pas leur pratique religieuse et leurs habitudes

sociales au pays qui les accueille ? Ceux qui disent cela oublient qu'il existe en France une contre-société islamique suffisamment nombreuse pour résister à l'assimilation et avec une force d'attraction suffisante pour attirer puis intégrer les populations nouvelles. Une formule revient souvent : on parle d'enclaves étrangères qui ne disent pas leur nom. La formule semble à certains brutale. Elle est néanmoins exacte.

Sur le plan religieux, pour ne pas donner l'impression de cibler l'islam, plusieurs soutiennent qu'il faut faire preuve d'une égale vigueur à l'endroit de toutes les religions, comme si chacune posait les mêmes problèmes

On ne semble surtout pas comprendre que les cultures ne cohabitent pas naturellement et que, lorsque plusieurs se retrouvent sur un même territoire, l'une d'entre elles finit par prédominer. À moins qu'elles ne se séparent, ce que confirme la partition objective du territoire, observée depuis plus de vingt ans.

On se propose alors de créer du vivre-ensemble – c'est le terme technocratique qui s'est substitué à l'identité nationale, qui était une identité organique, ne se réduisant pas aux catégories juridiques fixées par l'État. Pour cela, on lance alors

une grande croisade contre l'intolérance, ou la haine, ou le racisme, ou l'antisémitisme, mais sans jamais caractériser – car si on les caractérisait, apparemment, on discriminerait. L'universalisme républicain exige qu'on traite la population sans tenir compte des références identitaires qui la divisent, qui la clivent – sans distinguer non plus entre le peuple historique d'un pays et les populations nouvelles

qui s'y installent sans en prendre le pli identitaire. Ce qui entraîne une déréalisation des termes les plus courants. On le voit avec le mot « Français », réduit à sa signification administrative, même si le vocabulaire courant opère encore une distinction élémentaire entre la nationalité administrative et la nationalité existentielle – et cela, même si les vigilants du régime diversitaire veulent assimiler cette distinction à « l'extrême droite ».

Sur le plan religieux, pour ne pas donner l'impression de cibler l'islam, plusieurs soutiennent qu'il faut faire preuve d'une égale vigueur à l'endroit de toutes les religions, comme si chacune posait les mêmes problèmes. On trouve toujours pour cela de vieilles ou nouvelles gloires

pour expliquer que la grande querelle de notre temps serait encore celle entre la « laïcité » et la « religion ». De passage sur LCP, Vincent Peillon a ainsi osé affirmer que lorsqu'il avait voulu imposer à l'école la « lutte contre les stéréotypes de genre, ce n'était pas l'islam radical – il y en avait un peu – (qu'il avait) en face de (lui), mais des catholiques exacerbés et d'une violence sans limite ». Une telle audace dans l'outrance relève du génie comique : en France, c'est le catholicisme qui cause problème. Ce propos représente bien le logiciel des élites agonisantes qui gouvernent encore nos pays.

On en arrive à la grande inversion identitaire de notre temps. Un peuple historique qui refuse d'être dépossédé de son pays ou qui refuse d'y être traité comme une communauté parmi d'autres est accusé de racisme. Il est désormais de trop chez lui. Quant à l'unité nationale, elle devra se faire contre ceux qui résistent à cette dépossession. On avait déjà constaté qu'un pays qui ne maîtrise pas ses frontières en reconstruit de nouvelles à l'intérieur de son territoire : c'est la société digicode. On constate aussi qu'il voudra réduire sa population, ce qui exige tout à la fois un contrôle du discours public et une intrusion sans précédent dans la vie privée, pour réformer les mœurs, pour les accorder à la morale inclusive. On y verra sans se tromper la marque du totalitarisme diversitaire.